



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

« Caribbean climate smart coalition »

Question écrite n° 7461

Texte de la question

Mme Maina Sage interroge M. le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, sur le premier des 12 engagements internationaux énoncés lors du discours de clôture du Président de la République au « One Planet Summit », à savoir le soutien aux petits États insulaires, notamment ceux de la zone caraïbes, avec la création d'un fonds public-privé, une *climate smart zone* (zone intelligente sur le climat) et une *caribbean climate smart coalition* (coalition caribéenne sur le climat) avec une mobilisation de trois milliards de dollars au profit des États et collectivités des Antilles. Il avait même été évoqué une extension de ce mécanisme pour la zone de l'Océan Pacifique. Elle lui demande si l'on pourrait connaître l'avancement de ces projets et si ces moyens seront accessibles au DROM/COM français.

Texte de la réponse

La Caribbean Climate-Smart Coalition, initiative renommée depuis Caribbean Climate-Smart Accelerator, est l'expression d'une nouvelle vision partagée entre leaders de la région, visant à faire des Caraïbes la première « climate-smart zone », face au constat, sévèrement rappelé lors des récentes catastrophes climatiques, que la vulnérabilité de la région impose de nouvelles approches en rupture avec les pratiques actuelles. Pour mettre en œuvre cette vision sur les 5 prochaines années, ces pays de la région ont décidé de former un partenariat avec les institutions publiques régionales et internationales (Banque inter-américaine de développement (BID), Banque mondiale, Banque caribéenne de développement, Programme des Nations unies pour le développement - PNUD...), les acteurs du privé et autres partenaires (Virgin Group, Bill Gates, Swiss Re, Munich Climate Insurance Initiative, Willis Towers Watson, Fonds Caraïbes d'assurance contre les risques de catastrophes, BMR Energy, The Nature Conservancy, Rocky Mountain Institute...), afin de catalyser les investissements bas carbone et résilients dans les domaines prioritaires suivants : les abris et logements ; les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique ; le tourisme, la protection côtière et l'économie bleue ; les infrastructures physiques ; les systèmes de gouvernance et la sécurité ; la sécurité alimentaire, l'eau et l'agriculture soutenable. De nouveaux instruments et véhicules financiers seront déployés pour soutenir cette ambition. La coalition a été décidée lors de la réunion des leaders de la Communauté caribéenne (CARICOM) le 8 décembre 2017 et annoncée au One Planet Summit par les Premiers ministres de la Grenade, de Sainte-Lucie et de la Dominique, et Richard Branson, président-directeur général de Virgin, qui joue un rôle clé dans la mobilisation des partenaires du secteur privé. En complément des annonces faites lors de la réunion des donateurs du 21 novembre 2017 pour la reconstruction des pays dévastés par les ouragans Irma et Maria, 2,8Mds USD de nouveaux engagements ont été annoncés au One Planet Summit en soutien de la coalition : ils contribueront au financement des contributions nationales (NDC) des pays de la région, dont les besoins sont estimés à 8Mds USD. Les annonces comprennent, notamment, un soutien financier de la BID, de la Banque mondiale, et de la Banque caribéenne de développement au secrétariat de la coalition, à hauteur de 6-10M USD, 1 milliard USD additionnels de la BID au niveau national et régional, 100M USD de la Banque mondiale et 6M USD de Virgin Unite. Depuis le 12 décembre 2017, l'initiative a bien avancé et elle est, à ce jour, soutenue par 12 chefs de gouvernement de la région et plus de 35 partenaires ; un business plan pour la mise en œuvre

des financements annoncés est en cours de développement. Un évènement de suivi a eu lieu le 9 août 2018 en Jamaïque avec les chefs de gouvernement de la région et les partenaires. Compte tenu de la nature de l'initiative qui fédère des pays en développement caribéens, ces financements, pour la plupart fournis par les banques multilatérales de développement, ne sont pas accessibles aux départements, régions et collectivités d'outre-mer français.

Données clés

Auteur : [Mme Maina Sage](#)

Circonscription : Polynésie Française (1^{re} circonscription) - UDI, Agir et Indépendants

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 7461

Rubrique : Environnement

Ministère interrogé : [Transition écologique et solidaire](#)

Ministère attributaire : [Transition écologique et solidaire](#)

Date(s) clé(s)

Date de signalement : Question signalée au Gouvernement le 29 octobre 2018

Question publiée au JO le : [17 avril 2018](#), page 3194

Réponse publiée au JO le : [11 décembre 2018](#), page 11534